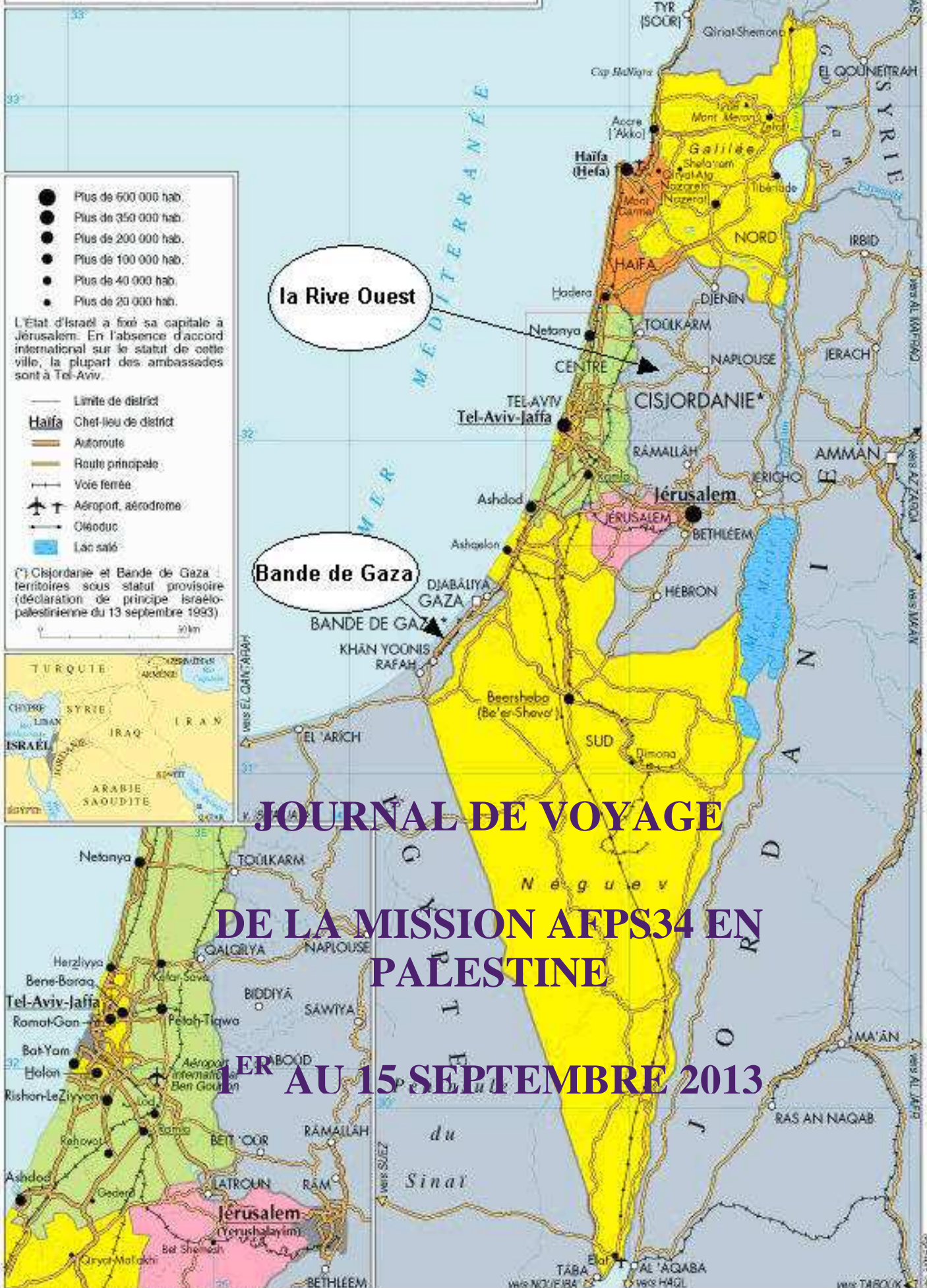


Israël et les Territoires Palestiniens Occupés



- Plus de 600 000 hab.
 - Plus de 350 000 hab.
 - Plus de 200 000 hab.
 - Plus de 100 000 hab.
 - Plus de 40 000 hab.
 - Plus de 20 000 hab.
- L'État d'Israël a fixé sa capitale à Jérusalem. En l'absence d'accord international sur le statut de cette ville, la plupart des ambassades sont à Tel-Aviv.
- Limite de district
 - Haifa** Chef-lieu de district
 - Autoroute
 - Route principale
 - Voie ferrée
 - ✈ Aéroport, aérodrome
 - Oléoduc
 - Lac salé
- (*) Cisjordanie et Bande de Gaza : territoires sous statut provisoire (déclaration de principe israélo-palestinienne du 13 septembre 1993)

la Rive Ouest

Bande de Gaza

JOURNAL DE VOYAGE DE LA MISSION AFPS34 EN PALESTINE 1^{ER} AU 15 SEPTEMBRE 2013

Carte Géographique (Direction des Archives) du Ministère des Affaires Étrangères © 1999



JOURNAL DE VOYAGE
DE LA MISSION AFPS34 EN PALESTINE
1^{ER} AU 15 SEPTEMBRE 2013

AGENDA & ITINERAIRE

Dimanche 1er : Aéroport Ben Gourion et arrivée à Bethlehem

- Lundi 2 **Bethlehem**
Le mur, le Cheik-point, les colonies alentour, monastère & couvent de Crémisan
- Mardi 3 **Bethlehem**
Rencontre avec Véra Baboun, maire de Bethlehem
- Mercredi 4 **Vallée du Jourdain et Jéricho**
- Jeudi 5 **Ramallah**
Rencontre avec Addameer et Fadwa Barghouti
- Vendredi 6 **Bil'in**
Manifestation contre le mur
Projection d'un extrait du film sur les enfants venus à Montpellier
- Samedi 7 **Tulkarem**
Rencontre avec Fayez et le Dr Saïd Hanoun
- Dimanche 8 **Bethlehem :**
Rencontres avec Dror Etkes exposé sur la colonisation et avec Avraham Burg sur la situation
- Lundi 9 **Jérusalem**
visite de la vieille ville, rencontre avec le Vice-consul et le nouveau consul – à 18 heures réunion avec le Conseil des Jeunes de Bethlehem rattaché à la Municipalité
- Mardi 10 **Hébron**
Rencontre avec Issa & projection d'un film sur les violations des droits humains en 2012 – Visite de la Vieille Ville
- Mercredi 11 **Jérusalem**
Le mur, les colonies, quartiers arabes de Silwan et Sheik Jarra – Rencontre avec Zacharias Odeh : exposé sur les palestiniens de Jérusalem
- Jeudi 12 **Bethlehem**
Rencontre avec Mohamed Elias et nouvelle réunion avec le Conseil des Jeunes de Bethlehem
- Vendredi 13 **East Bani Zaid**
Mahmoud Al Qadi & membres de la coopérative, visite
Nabi Saleh : Visite à Bassem, Narima, Boshra
- Samedi 14 Visite de Battir et Wadi Fukin
- Dimanche 15 Retour en France*

BETHLEHEM / BETHLÉEM



Mahmoud Zwahre, (membre du Comité de Résistance populaire non violente, ancien maire d'Al Maasara, village proche de Bethlehem), nous guide

Pour rappel, Bethléem est une ville multiconfessionnelle à l'histoire religieuse dense.

Bethléem signifie "la maison du pain" (selon d'autres «maison de la viande» ou autre version encore !), la ville est située à 7 km de Jérusalem. Elle est sous contrôle palestinien depuis 1995 à la suite des accords d'Oslo.

Environ 30.000 personnes vivent à Bethléem Depuis 2012,

Véra Baboun, chrétienne, maire de la ville et proche du Fatah, nous recevra un peu plus tard pendant notre séjour

La ville est entourée de colonies dont celle de Gilo. Un mur de 8 mètres de haut entoure partiellement la cité. Ce mur de "sécurité" pour les israéliens, de la honte pour les palestiniens mais aussi nombre d'étrangers mesure 732 km. Il est destiné à séparer les israéliens des palestiniens, et a en réalité deux autres buts : annexer des terres palestiniennes et séparer les palestiniens entre eux (ou les séparer de leurs terres...). Il est fortifié par des parois de béton de 8 mètres, des tours de contrôle tous les 300 mètres, des check points plus ou moins gardés, des tranchées profondes de 2 mètres, des fils barbelés et des routes de contournement.



Une grande fresque montre Leïla Khaled, héroïne respectée. Elle fut la première femme à détourner un avion (1969), elle réitérera ce type d'action (1970) mais cette fois sera arrêtée.

A l'angle du mur, une petite colline avec une décharge sauvage et plus loin, au sommet de cette colline, une maison perchée, face à un autre pan de mur. Un matin de 2004, les enfants sont partis à l'école, le soir, le mur était là, haut, imposant, laid, à quelques petits mètres de leur maison les privant de leur horizon. Depuis, les propriétaires viennent au devant des visiteurs afin de leur raconter leur sort injuste. Deux boutiques de colifichets et d'objets d'artisanat ont été installées au rez-de-chaussée. En face, là aussi, des dessins et des messages courent le long du béton. La maison est out près du tombeau de Rachel. Pendant l'occupation jordanienne, ce lieu fut inaccessible aux juifs (1948-1967). Le pèlerinage sur la tombe e Rachel provoque chaque année des échauffourées

Nous quittons Bethléem et passons le check point après qu'un jeune soldat soit entré, mitraillette au poing, dans le bus.

Le ckeck-point «piéton» à Bethlehem.

Ici, chaque jour une foule de travailleurs palestiniens attendent – depuis 3 heures du matin – le moment de passer pour se rendre à leur travail en Israël.



Monique.

AIDA.

Il s'agit d'un **camp de réfugiés** aux portes de Bethléem et de Beit Jala

On pénètre ce lieu en passant sous un porche surmonté d'une clef immense. Elle représente le symbole palestinien par excellence : il s'agit de la "**clef du retour**". Elle symbolise le profond désir de retour des expulsés de la **Nakba**. Plus de 400 villages palestiniens ont été réquisitionnés ou détruits.

Créé "provisoirement" en 1950, avec des tentes pour 1200 personnes, le camp d'Aïda, aujourd'hui en dur, compte environ 5500 habitants.

La confiscation des maisons des réfugiés palestiniens s'accompagnait de la confiscation des biens, c'est donc démunis que les premiers réfugiés sont arrivés là. Ils sont originaires de 27 villages.

Sur un mur du camp on peut voir une carte de Palestine avec les noms en anglais et en arabe de ces villages où les expulsés rêvent de retourner un jour.



La majorité des habitants sont des enfants, les adultes connaissent un fort taux de chômage dû en grande partie à la présence du mur. Ils sont coupés de la ville il leur faut aujourd'hui plusieurs heures (mur et check point). Les deux usines et le garage qui embauchaient sur place ont fermé.

Au nord du camp se trouvent la colonie de Gilo.

Ici, la promiscuité, la surpopulation, le manque d'hygiène dominant. Un seul robinet d'eau public pour se réapprovisionner lorsque les habitations n'ont plus d'eau. L'eau est distribuée avec parcimonie par les israéliens.

Il y a une école de filles et l'autre de garçons, gérées par l'UNRWA. La taille des fenêtres a été réduite au minimum, pour éviter les balles «perdues» tirées sur les salles de classe lors de l'intervention dans le camp de soldats israéliens !

En 2003 a été envisagée la reconstruction du camp.

Les rues sont étroites, le soleil y pénètre à peine. Cette école sans fenêtre est sinistre, face à elle sur un mur, nous retrouvons le portrait de Leïla Khaled. C'était la première femme à participer en 1969 au détournement d'un avion avec le FPLP dont elle est membre. Elle vit exilée.

A l'intérieur le mur a été décoré de peintures, quelques-unes de l'anglais Banksy. Le camp a connu quelques jours de forte violence en avril de cette année. Les soldats israéliens ont pénétré dans les lieux ce qui a provoqué des affrontements avec les jeunes palestiniens. Des gaz lacrymogènes ont été envoyés. Quatre jeunes ont été blessés dont un à la tête et un photographe palestinien étranger au camp a reçu une balle de caoutchouc sur la joue et a failli perdre un œil. Restés dans leurs maisons, les habitants ont néanmoins souffert de l'inhalation de gaz.

Monique

LA VALLEE DU JOURDAIN et JERICHO



On notera
les terres verdoyantes des
colonies
et l'extrême dénuement des
camps de bédouins



Nous sommes invités par l'association «Jordan Valley Solidarity» à rencontrer des Bédouins de la vallée du Jourdain.

Des deux côtés, tout au long du chemin, ce ne sont que campements de tôles et citernes rouillées, reliés par des chemins de terre et de cailloux au milieu d'un paysage sec et rocailleux. Notre guide nous dit que ce sont des villages mais les autorités ont retiré les panneaux indicateurs et il n'y a pas de routes goudronnées. D'ailleurs ces villages n'apparaissent pas sur les cartes routières, puisque, selon la géographie officielle, ces lieux, habités par des citoyens de «seconde zone» n'existent pas.

D'immenses panneaux rouges nous avertissent que nous sommes en zone C, contrôlée entièrement par Israël, et même en zone militaire, «à nos risques et périls», dit le panneau... Ah bon ? Ces quelques campements bédouins sont installés sur un terrain militaire ? Notre guide nous dit qu'ils sont expulsables.

La loi, et des soldats pour la faire appliquer, afin de reléguer des familles entières dans des campements éparpillés, en tôle ondulée, au lieu des villages ou des grottes traditionnelles qu'ils habitaient, utilisant l'eau de citernes rouillées et non celle des nappes phréatiques qui coule sous leurs pieds mais qui ne leur appartient plus et qu'ils doivent aller chercher à quelquefois 20 ou 25 km, et payer très cher. C'est aussi l'interdiction de se connecter au réseau électrique, et au système d'évacuation des eaux usées.

Bien sûr ils n'ont pas de titres de propriété, comme la plupart des palestiniens d'ailleurs. Ils sont juste à cet endroit là, sur ces terrains là, avec leurs troupeaux, depuis plusieurs centaines d'années.

Dans la matinée, nous sommes invités à prendre un verre de thé dans un de ces nombreux abris en tôle, où vivent 3 ou 4 familles, 15 ou 20 personnes et, leurs animaux. Une ligne à haute tension passe juste au dessus de nos têtes, mais pas d'électricité ici ! Ni eau ! Ni évacuation d'eaux usées. ...

Au fait, ces abris, c'est ce que le gouvernement israélien qualifie de «simples structures» et qu'il peut donc démolir sans explication. D'ailleurs il n'y a pas d'explication. L'objectif final du Plan est de récupérer la Terre et de judaïser la Vallée du Jourdain et, pour y parvenir, tout est permis. D'autant que ces populations bédouines sont complètement isolées des medias et du reste du monde, et encore moins entendues que les palestiniens des villages et des villes.

A midi, nous sommes invités par Jordan Valley Solidarity, au lieu d'accueil de l'organisation, une maison de construction traditionnelle- murs et cloisons en terre et paille séchées, petites pièces sombres et fraîches, grande terrasse couverte et aérée au nord qui donne une idée de ce à quoi devaient ressembler les villages de cette vallée. Un couple de Bédouins et leurs 4 enfants sont les gardiens des lieux, ils ont cuisiné toute la matinée pour nous faire plaisir : un régal !

Alors, que nous demandent-ils ? Pas de maisons «en dur» propres et regroupées n'importe où. Ils demandent qu'on aille les voir, qu'on vienne chez eux, qu'on habite chez eux, avec eux pendant 1 semaine, 15 jours, 1 mois, et que l'on témoigne, au retour, de l'indignité qu'il y a à laisser disloquer, détruire, supprimer, un mode de vie et des traditions plusieurs fois millénaires.

Dominique

JERICHO



Rencontre avec les responsables du PGFTU (Syndicat des Travailleurs de la Vallée du Jourdain) et quelques travailleurs syndiqués. Nous les avons déjà rencontrés en 2010.

Après notre brève présentation de l'AFPS, le responsable du syndicat, Wael Natif, après avoir présenté les participants, remercie du soutien que nous apportons. Il nous indique que des échanges pour un travail commun existent avec les syndicats en Rhône-Alpes. Le Secours catholique a monté un projet en direction des femmes et des enfants.

La situation n'a pas fondamentalement changée, les conditions de travail - très dures - sont plutôt plus mauvaises.

23 colonies - où habitent près de 10.000 colons - sont installées dans la Vallée où travaillent entre 3 et 4000 palestiniens, les $\frac{3}{4}$ sont des femmes, 10% des adolescents entre 14/15 ans. Les chiffres donnés peuvent augmenter significativement durant la période de cueillette des dattes.

2 usines de produits chimiques : Une très polluante, près de Salfit, est dans la colonie/zone industrielle de Barkan. Une verrerie et une usine de traitement de cuir proches de Jéricho dépendent d'une autre colonie (Maa'le Adumim).

Il existe plusieurs formes de discrimination :

Pour les palestiniens les embauches se font au jour le jour par l'intermédiaire d'un recruteur qui décide des travailleurs à embaucher.

Salaires: différents pour les travailleurs palestiniens et israéliens.¹ Le salaire journalier minimum en Israël s'établit à 160 shekels Le salaire moyen des travailleurs palestiniens tourne autour de 50 à 70 shekels.

Les palestiniens travaillent 7 heures par jour pour 75 shekels + 10 shekels par heure supplémentaire alors que les israéliens gagnent 130 à 140 shekels pour 8 heures journalières + 22 shekels par heure supplémentaire.

Les salaires concernant les travailleurs palestiniens sont établis sur un seul chèque. C'est le recruteur qui décide de la somme à donner à chacun !

Congés payés et congés maladie : les travailleurs palestiniens n'ont ni congés payés, ni congés maladie.

Santé : Tous les 6 mois, **seuls** les travailleurs israéliens - des usines chimiques - bénéficient d'un contrôle sanitaire. En cas d'accident de travail, l'accidenté est amené en ambulance dans un hôpital israélien. Toutefois le recruteur intermédiaire essaie de se défaire de toute responsabilité.

Les produits chimiques utilisés au niveau des cultures (principalement la culture des tomates Cherry) s'attaquent aux mains et aux yeux. On a relevé trois cas de produits chimiques qui infectent la peau, les artères et le canal carpien.

Jacotte

¹ Le terme « israéliens » n'implique pas que ces travailleurs le sont. Ils peuvent être asiatiques, ...

RAMALLAH

ADDAMEER – 5 septembre

C'est une ONG de défense des droits de l'homme et de soutien aux prisonniers palestiniens. Toutes les prisons se trouvent en Israël. 5032 prisonniers sont actuellement détenus. Le nombre change chaque mois. Depuis 1967 plus de 800.000 arrestations ont eu lieu et depuis Oslo (1993) on en compte environ 86.000. Cela représente environ 20% de la population palestinienne et 40% de la population masculine. Parmi eux actuellement, 13 femmes et près de deux cents enfants et adolescents.

C'est souvent la nuit que les arrestations ont lieu. On réveille la personne, on la menotte, lui bande les yeux. Au centre d'interrogation, on procède à des tortures aussi bien physiques que mentales (privation de sommeil, mains enveloppées de bandes pour ôter toute sensation du lieu, mains attachées en l'air ou derrière une chaise pendant de longues heures certains en restent paralysés !, isolement etc.).

Les interrogatoires peuvent durer jusqu'à 90 jours. Pendant 60 jours, on peut vous refuser un avocat. *Tant qu'il n'y a pas d'aveu arraché, il n'y a pas de contact avec l'extérieur.*

Février 2013, le jeune **Arafat Djaradat**, 30 ans, père de deux enfants serait mort « d'une crise cardiaque » pendant les interrogatoires. Il y a deux tribunaux militaires en Cisjordanie. Ofer et Salem (près de Jénine). Les procès la plupart du temps sont expédiés, sans avocat : 99% des personnes arrêtés sont condamnées. Pour différentes raisons: réunion illégale, drapeau palestinien brandi, jet de pierres...

Détention administrative

La détention administrative est une procédure qui permet à l'armée israélienne de détenir une personne pour une période de six mois maximum, renouvelable de manière indéfinie, sans inculpation ni procès. Actuellement 136 palestiniens sont en détention administrative. Parmi eux, à Ofer, **Ahmed Qatamesh**, écrivain et chercheur a subi plusieurs périodes de détention administrative. Les enfants sont traités comme les adultes. Souvent enfermés pour avoir été surpris jetant des pierres. Ils ont souvent entre 13 et 14 ans, parfois plus jeunes. Selon le rapport de l'Unicef, les mineurs palestiniens de 13 ans ou moins encourrent des peines allant jusqu'à six mois de prison. Mais à partir de 14 ans, ils peuvent se voir condamnés jusqu'à 10 ans pour jet de pierre, le délit pour lequel ils sont généralement poursuivis, voire 20 ans si la cible est un véhicule en mouvement. Ils subissent parfois des agressions sexuelles, on leur bande les yeux pendant leur arrestation, Depuis peu, on trouve des cellules réservées aux enfants dans certaines prisons. La détention administrative touche également des enfants et quelques femmes.

L'état des prisons est déplorable : manque d'hygiène, humidité, promiscuité, surpopulation, insectes et même des serpents.

Les prisonniers doivent tout acheter à la cantine de la prison, pour se nourrir, se laver... Il arrive que des prisonniers de droit commun crachent dans la nourriture des palestiniens.

Ils sont interdits de travail en prison, et ont droit de recevoir de l'extérieur 300 shekels par mois (environ 60 euros).

Visites : En principe deux visites par mois sont permises. Seule la famille proche a droit de visiter le prisonnier (frère, sœur, mère, père...). En réalité ces visites sont souvent refusées et peuvent même être interdites. Il y a des livres (censure possible), la possibilité d'étudier. Mais, en cas de sanction, on peut supprimer tous vos droits, tout étant en effet considéré comme un «privilege» !

A Bethlehem, au carrefour d'une place, est érigé un mât de soutien aux prisonniers politiques.

Monique & Jacotte



RENCONTRE A RAMALLAH

FADWA BARGHOUTI

Pour mémoire, Marwan Barghouti est né en 1958 à Ramallah. Il est condamné à la perpétuité dans une prison de haute sécurité et ce, depuis 2002.

Engagé très jeune auprès du Fatah et est co-fondateur du Mouvement des Jeunes du Fatah. Il commence des études à l'Université de Beir Zeit mais celles-ci dureront plus longtemps que prévu en raison des incarcérations successives de Marwan et de son exil (1983.1994) Histoire et Sciences PO.

Entretemps, en 1984, il se marie avec Fadwa Ibrahim, également étudiante à Bir Zeit et militante en faveur des prisonniers. Ils auront 5 enfants.

Elle est depuis toujours la plus fidèle actrice des actions en faveur de la libération de son époux.

Elle nous livre qu'elle est sensible à notre investissement, à nous français, depuis 11 ans. Elle cite avec reconnaissance l'AFPS et notamment Jean-Claude Lefort.

Les palestiniens luttent pour la paix, or il ne pourra y avoir de paix tant qu'il y aura des prisonniers palestiniens.

Le point de vue sur eux a changé. Avant "prisonnier palestinien" était assimilé à "terroriste".



Notre délégation entoure Fadwa Barghouti

Fadwa nous informe de la campagne de libération de Marwan et de tous les prisonniers qui va démarrer.

L'engagement des français est important, voire primordial pour le moral et la situation des prisonniers (campagne parrainages de l'AFPS).

Marwan est maintenant le citoyen d'honneur de 42 villes françaises. Une réunion du Fatah a eu lieu trois jours auparavant et la question de la libération des prisonniers a été largement exposée.

Elle nous réitère son espoir que nous continuions la lutte en faveur des prisonniers et notamment de Marwan.

Fadwa est invitée par l'AFPS à intervenir sur son stand lors de la Fête d'Humanité le 15 Septembre, En Mars elle a pu discuter pendant une demie heure avec Laurent Fabius, **il ne s'agit pas seulement du problème de Marwan mais de la libération de tous les prisonniers, de trouver «une issue politique plus vaste».**

Un test auprès de jeunes entre 18 et trente ans a révélé que Marwan Barghouti arrivait en tête comme le personnage le plus populaire et le plus admiré (après Arafat).

Marwan n'était pas un politique juste obsédé par des promesses de campagne... Ce n'est donc pas cela qui lui a valu cet engouement de la part de la jeunesse. Il est rassembleur, symbole d'union. C'est d'autant plus important que dans les familles palestiniennes on trouve des gens de différentes appartenances politiques.

Un homme qui rassemble apporte la paix dans les familles.

Monique

BIL'IN

Une petite visite à Bil'in afin de saluer tous nos amis.

Nous sommes accueillis – comme d'habitude – avec la même chaleur

C'est vendredi et, cette après-midi nous irons manifester contre le mur, comme tous les vendredis – après la prière – comme cela à lieu ici depuis bien des années.

Lamia, épouse de Mohamed, nous a préparé un excellent repas que nous partageons avec toute la famille.



Nous admirons l'ingénieux petit jardin d'agrément

Un symbole magnifique : faire renaître la vie à partir des grenades lacrymogènes de l'armée israélienne.

Tout les enfants et quelques parents se rassemblent pour voir un extrait du film sur la venue de l'équipe de foot de Bil'in à Montpellier

Akli et Jean-Fabrice - ils ont suivi et filmé l'équipe tout au long de leur séjour à Montpellier – leur ont concocté un extrait du film en cours de montage.



C'est la manifestation !

Jacotte

TULKAREM



Après l'énergisante bouffée de gaz lacrymogènes à Bil'In, nous allons tester les fumées chimiques de la ville de Tulkarem... Et "par chance" celles-ci sont denses..!!!!

Le jeudi précédent, un incendie s'est déclenché dans une usine. Des rumeurs invérifiables sur cet incendie : l'usine de recyclage d'emballages plastiques était en difficulté financière et la fermer exigeait de fortes dépenses dont la paye des salariés licenciés. Toujours est-il que les fumées se sont aggravées et les cendres, retombant sur le sol et les habitants, offraient un danger plus grand que d'habitude, sans compter le risque d'explosions.

La circulation est perturbée ce matin par des manifestants qui se dirigent vers Ramallah. Ils veulent protester contre les négociations en cours.

Il est 11h20 quand nous sommes reçus au bureau du Dr Saïd Hanoun la porte reste ouverte pendant l'entretien et les rendez-vous suivants viennent et s'installent. Parmi eux, un responsable du Fatah et d'autres responsables locaux viennent pour une réunion de travail sur les conséquences de l'incendie, fumées etc.

Les habitants d'un village situé à 12km de là pouvaient voir les flammes s'élever dans le ciel et on les voyait, dit-on, jusqu'à Qualqiya ! La mollesse avec laquelle les israéliens ont tenté de souscrire l'incendie est évidente

Ce va et vient rend la concentration difficile. Robert évoque le document que l'AFPS a conçu sur Tulkarem.

La pollution touche la ville de Tulkarem et particulièrement deux villages voisins Faraoun et Shoufi. Ils sont proches des usines et en reçoivent directement les fumées. Nous demandons la possibilité d'avoir les photos de l'incendie. Le Dr Hanoun nous donne le journal de la veille de l'incendie où il y a un long article sur ces usines.

Les usines sont sur des territoires occupés illégalement. Tout a débuté (en 1985) quand les israéliens qui vivaient proches de l'usine Geshuri (à Netanya, environ 12km de Tulkarem) se sont plaints des nuisances des fumées sur leur santé. Israël a donc déplacé cette usine (actuellement il y en a 11!) à Tulkarem et bénéficient – en outre -d'une main d'œuvre à bon marché.

La ville a reçu quantité de délégations du monde entier. Des militants, des ONG, des associations (y compris l'OMS) tous ont tenté d'exercer, en vain, une pression sur Israël mais il n'y a jamais eu le moindre aboutissement.

Maintenant que la Palestine est enfin reconnue comme état, peut-on espérer que la question soit remise au goût du jour et qu'elle donne des résultats? Il s'agit d'un problème politique.

Il y a eu entre 50 à 60 rassemblements populaires mais rien n'a changé, aucun effet !

Nous accompagnons Fayez sur ses terres. Le hasard veut qu'au même moment une télévision traîne ses guêtres et sa caméra dans le coin. Robert est interviewé pendant que derrière lui, la fumée épaisse et grise sort en masse des usines. On ne voit pas à 50 mètres et cette fumée est continue, elle s'étale sur une surface impressionnante! Nous prenons photos et films.

Nous sommes quelques uns à suivre Fayez qui nous montre, fier, ses cultures bio. Nous entrons dans une de ses serres où il cultive des concombres bio. Il nous en donne un à chacun. Aucune amertume, bien au contraire, ils ont un goût très doux.

Nous allons ensuite dans d'autres serres "hermétiques", des champs de moulokhia d'un vert vif, des plants de tomates protégés par du plastique jaune qui attire les insectes et donc les empêchent de se nourrir des plants. L'ennemi de la tomate est l'araignée rouge, pour la combattre Fayez utilise un produit qui est en fait composé de petits insectes qui s'attaquent à l'araignée. Tout ce qu'il utilise est bio. Aucun engrais chimique, aucun pesticide.

Mais la question est : ces serres sont-elles réellement hermétiques et hors des fumées toxiques des usines toutes proches?

Fayez a la chance d'avoir ses terres (dont il a perdu une grande partie depuis l'installation des usines israéliennes) dans une zone «contre le vent», et sa maison est également à l'abri. Sa famille et lui n'ont donc pas à souffrir des particules nocives qui atteignent les yeux, la peau, l'appareil respiratoire de ceux qui l'ont pas la même chance que lui.

Reste que ses arbres fruitiers eux, sont hors des serres, en plein air, prunes, bananes, etc...

Nous déjeunons chez Fayez où lui et son épouse nous reçoivent avec la chaleur habituelle. Avec nous, de jeunes allemands venus en nombre aider à la récolte.

Un ouvrier de l'usine qui a connue l'incendie vient nous parler de ses conditions de travail. Salaire bas, pas de sécurité sociale, de pension en cas d'accident ni de retraite, Et un danger permanent à l'intérieur. Les ouvriers ne peuvent supporter un masque en permanence donc ils respirent à l'intérieur comme à l'extérieur les produits toxiques. On retrouve dans son témoignage les récits des ouvriers de Ramallah, la pollution est multipliée par 10.



En moyenne, 40 jours par an le vent change de direction et souffle de la Cisjordanie vers la mer.

Les usines cessent alors leur activité pour que les fumées n'atteignent pas le territoire israélien, derrière le Mur.

LES USINES DE LA MORT CONTINUENT A TUER LA VIE A TULKAREM

Depuis plus d'un quart de siècle la ville palestinienne de Tulkarem meurt à petit feu.

En 1985, les habitants de Netanya (ville israélienne) se battent pour obtenir la fermeture d'usines chimiques qui rejettent des produits toxiques, sous forme solides ou gazeux nuisant tant à la santé des habitants qu'à l'environnement.

Les gaz rejetés dans l'atmosphère sont dangereux, voire fatals, pour l'homme et pour toute forme de vie.

Les produits liquides sont un véritable poison, polluant - à grande échelle - toutes les terres et les nappes phréatiques alentour.

Les déchets solides sont volumineux, encombrants et non-dégradables biologiquement.

A la suite de plaintes en Israël pour cause de pollution, la société GESHURI (production de pesticides et d'engrais), a déplacé son unité de production en 1987 en territoire palestinien, au-delà de la frontière de 1967 (ligne verte).

Les vents dominants orientent les fumées vers la Cisjordanie sauf lorsque le vent souffle de la mer, environ quarante jours par an, l'usine s'arrêtant alors de fonctionner pour que les fumées toxiques ne se dirigent pas du côté israélien.

L'usine Geshuri a été rejointe par plusieurs entreprises israéliennes, une zone industrielle dénommée Nitzanei Shalom (« les graines de la paix » !), s'est ainsi constituée. Elle se situe aujourd'hui du côté est du Mur construit par Israël – dans la municipalité palestinienne de Tulkarem - à proximité immédiate des habitations palestiniennes.

Il s'agit d'une zone d'activité hors la loi, hors contrôle, et dont les sociétés sont israéliennes. Les usines ne portent pas toujours d'enseigne mais elles se distinguent par l'émanation de leurs fumées et déchets industriels. Il est difficile de les recenser de façon exhaustive mais, par regroupement d'informations, huit sociétés ont été identifiées comme étant en activité en 2010 sur la zone, dont certaines comprennent plusieurs unités de production. La plupart de ces entreprises sont de petites tailles et appartiennent à des personnes privées. Elles emploient de la main d'œuvre palestinienne. Leur rôle a été dénoncé aussi par des ONG israéliennes notamment KavLaoved et «Coalition of Women for Peace» (sur le site www.whoprofits.org).

Les usines sont construites sur des terres agricoles.

La population de la ville a porté plainte contre l'implantation des usines, la Cour Israélienne ayant reconnu leur nocivité tant pour l'homme que son environnement. Bien entendu leur plainte n'a pas abouti !

Implantées sur des terres volées, spécialisées dans la production d'engrais, pesticides et autres produits toxiques, ces usines se développent : main d'œuvre palestinienne sous-payée, pas de sécurité, aucun contrôle sanitaire, nappes phréatiques détournées à leur profit.

Les palestiniens, eux, respirent quotidiennement les vapeurs nocives cancérigènes : monoxyde de carbone et autres gaz à effet de serre. Les déchets rejetés polluent les nappes phréatiques, les sous-sols et les terres agricoles

Malgré les travaux de nombreux scientifiques démontrant les conséquences désastreuses des gaz toxiques sur la santé des Tulkarmis (cancers, maladies respiratoires,), UN SILENCE ASSOURDISSANT ENTOURE CETTE ŒUVRE DE MORT.

Le 5 septembre, un incendie s'est déclaré dans l'une de ces usines. Il a duré plusieurs jours, empoisonnant la ville et la région alentour de gigantesques vapeurs toxiques. Les lueurs de l'incendie se voyaient jusqu'à Qalquilya.

Les Tulkarmis ne demandent rien d'impossible : le démantèlement des usines, la reconnaissance de leurs droits et la possibilité de vivre, enfin, sur leurs terres dépolluées. retour de la terre à ses propriétaires, indemnisation de son utilisation depuis 30 ans, analyse et étude de la terre pour savoir si elle est réutilisable et son recyclage, indemnisation des personnes touchée, financement de leur soin, indemnisations de toutes les souffrances causées ! Depuis plus d'un quart de siècle, la population et les autorités de Tulkarem et les services sanitaires de battent pour faire respecter leurs droits et ils continuent à le faire. Aidons-les !

Kawthar

BETHLEHEM/CREMISAN'S VALLEY



L'AFPS ayant reçu des informations via la société St Yves (société juridique de défense des droits de l'homme, d'obédience chrétienne, basée à Bethléem), informations concernant les problèmes rencontrés par la communauté salésienne, dans la vallée de Crémisan, nous avons souhaité nous rendre sur place pour évaluer la situation.

Cette vallée, où demeurent les religieuses du couvent ainsi que les moines du monastère et quelques villages, dépend du district de Beit Jala, lui-même rattaché à Bethléem.

La communauté religieuse est, particulièrement, menacée car située à la lisière de la Cisjordanie et de Jérusalem, c'est à

dire en limite des territoires palestiniens et d'Israël.

Une fois sur place, nous avons essayé de dialoguer avec les religieux mais nous n'avons pas eu l'accueil escompté :- Les religieuses, chez qui nous avons sonné, en premier, refusèrent de nous ouvrir et de nous parler. Elles parurent même inquiètes de l'intérêt que nous leur manifestâmes. Nous entraperçûmes, juste, les enfants qui étaient en récréation. Au monastère, l'accueil ne fut pas meilleur. Le caviste, responsable de la vente du vin et des huiles produites par Crémisan, nous disant ne pas être au courant et nous conseillant de prendre contact avec les moines, absents ce jour-là. Ce que nous fîmes, sans guère plus de succès. Les moines, au nombre de trois, joints par téléphone, restèrent évasifs et ne parurent, non plus, vouloir parler. Devant ce black-out, nous sommes repartis bredouilles.

Deux jours plus tard, grâce à l'intervention de Vera Baboun, maire de Bethléem, nous avons obtenu un rendez-vous avec un membre de la société St Yves.

Une jeune femme est venue nous rejoindre sur place, avec le fils du maire, et, carte et plan à l'appui, nous a expliqué le problème. Le litige, qui remonte à plus de 7 ans, porte sur l'expropriation de terres des Salésiens et l'édification d'un mur dit de sécurité: Un de plus !

Après l'implantation de la colonie de Gilo, sur la colline dominant la vallée, en 2006 une extension Har Gilo entraîne le projet d'édification d'un mur d'encerclement, dans le but de réunir les deux colonies, de séparer les deux communautés, juive et palestinienne et de protéger les colons contre les agressions des palestiniens. Or, s'il y a eu un acte de violence contre l'occupation, cela fait une dizaine d'années que cela ne s'est pas reproduit. Ceci a été confirmé par les militaires responsables de la zone.

Ce projet fut remis en cause en 2010, par les religieuses, qui tout bien réfléchi, préféraient demeurer coté palestinien dans l'intérêt de leur école et des enfants.

Dans un premier temps, elles ont essayé de négocier en proposant des ponts à la place du mur, ce qui leur aurait donné latitude pour continuer à se rendre au monastère, ce dernier se retrouvant en territoire israélien, d'après le deuxième tracé.

Devant l'intransigeance d'Israël, elles ont fait appel à la société St Yves pour les défendre et aller en justice, si nécessaire.

Les moines n'ont pas réagi et ont même fait le dos rond, espérant ainsi préserver leurs vignes et oliviers. Les religieuses l'ont expliqué, en disant « *Les moines n'ont en jeu que leur vin, pour nous, il s'agit d'enfants.* » Elles dirigent un collège qui accueille les enfants en difficulté, des villages environnants.

Après ces 7 ans de procédure, la cour de justice, en avril dernier a tranché, s'estimant magnanime, en reconnaissant le bien fondé du dit mur et le justifiant ainsi: C'est une solution raisonnable entre les besoins sécuritaires des israéliens et la liberté de religion et le droit à l'éducation des enfants palestiniens de Beit Jala. L'extension de la colonie qui ne va s'arrêter là et la construction de ce mur qui va encercler la vallée sur trois cotés, auront pour conséquence de réduire, une fois de plus, la liberté des palestiniens et de la communauté salésienne.

Le mur va couper terres et villages, couvent et monastère, bornant l'horizon de béton et miradors, dégradant cette campagne, l'une des dernières zones vertes dans le secteur de Bethléem, déjà presque totalement annexé.

Il est à noter que Beit Jala veut dire tapis vert et que c'est un mot arabe d'origine araméenne, donc très ancien.

58 familles vont subir les préjudices et nuisances de ce mur. Les paysans n'auront plus d'accès directs à leurs terres. Les enfants seront confrontés, quotidiennement, au mur et aux militaires jusqu'aux portes de leur collège.

Les familles vont être comme disloquées de leurs proches, en raison de l'impossibilité de franchir le mur sans autorisation, rarement accordée.

Quant à la communauté salésienne, si les religieuses ont obtenu de demeurer du côté palestinien pour pouvoir être aux côtés des enfants et habitants de Beit Jala, c'est non sans sacrifice d'une partie de leur terre et de la séparation d'avec les moines. Elles devront franchir le mur pour se rendre au monastère, distant d'à peine un kilomètre et, vice et versa.

Les salésiens âgés et peu nombreux sont de nationalité italienne et justifient leur silence en disant «*nous sommes étrangers, donc expulsables si nous contestons.*»

Il va sans dire que la moindre tentative de résistance ou de rébellion est, immédiatement, réprimée et que les palestiniens de Beit Jala n'ont qu'à subir ou s'en aller. Seul alternative qui leur soit donnée, comme partout ailleurs en Palestine.

Israël, ici encore, en plein territoire palestinien et multiconfessionnel, mène une politique d'annexion, de colonisation notoire, d'harcèlement constant et de violation du droit et des conventions internationales.

La société St Yves doit faire appel, sans grand espoir, hélas.



La colonie de Gilo face aux couvent/monastère

Isabelle

HEBRON – AL KHALIL (LA VIEILLE VILLE)

La disparité entre les droits légaux des Palestiniens et des israéliens sous l'occupation israélienne en Cisjordanie et en particulier à Hébron est si grande que l'on peut comprendre pourquoi l'ancien président des États-Unis, Jimmy Carter, a dit que l'État d'Israël est un état d'«apartheid» ! Cette disparité est amplifiée à Hébron à cause du comportement excessivement agressif des colons envers les Palestiniens sans aucune intervention de l'armée israélienne.

Le groupe palestinien qui s'appelle «Youth Against Settlements (jeunesse contre les colonies)» (YSA) nous a guidés pour une visite de la vieille ville d'Hébron. Il nous a donné les informations ci-dessous. YSA est un groupe national, militant et non-partisan, qui a pour but de mettre fin à l'occupation israélienne. Le YAS a une vision claire de ce que pourrait être un soulèvement massif de désobéissance civile, 100% non violent, qui exercerait une pression suffisante sur le gouvernement israélien afin de chasser les colons et mettre fin à l'occupation de la Palestine.

Hébron est une grande ville palestinienne de 250.000 habitants qui est divisée en deux secteurs dont 80% sous contrôle palestinien et 20% sous contrôle israélien bien que la population israélienne se situe entre 500 et 850 colons. Elle est la seule ville palestinienne où seulement quelques colons ont pris le contrôle le cœur de la ville. Ces derniers rendent la vie des Palestiniens infernale ! Pourquoi donc les Israéliens ont un si grand intérêt à Hébron et pourquoi tolèrent-ils une telle hostilité de quelques colons envers la population palestinienne ? Hébron est le lieu où se trouve la tombe des Patriarches et Matriarches, en particulier Abraham. Il est donc le deuxième site le plus sacré du judaïsme et l'une des 4 villes sacrées de l'Islam.

La mosquée d'Abraham à Hébron est dit-on le lieu de cette tombe. C'est dans cette mosquée qu'un Israélien fondamentaliste religieux (Baruch Goldstein) a tué 29 musulmans pendant leurs prières en 1994. Pour les venger, la foule en colère a tué cet homme.



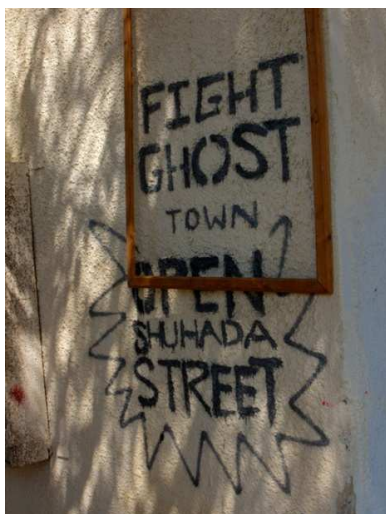
En conséquence, **Shudada Street**, la rue principale de la Vieille Ville, à Hébron a été fermée aux voitures palestiniennes en 1994 et fermée aux piétons en 2000. Ceci a entraîné un renforcement des mesures de sécurité et a amené la fermeture d'environ 1800 magasins palestiniens et le déplacement de quelques 15.000 palestiniens.

Check-point à l'entrée de la Vieille Ville

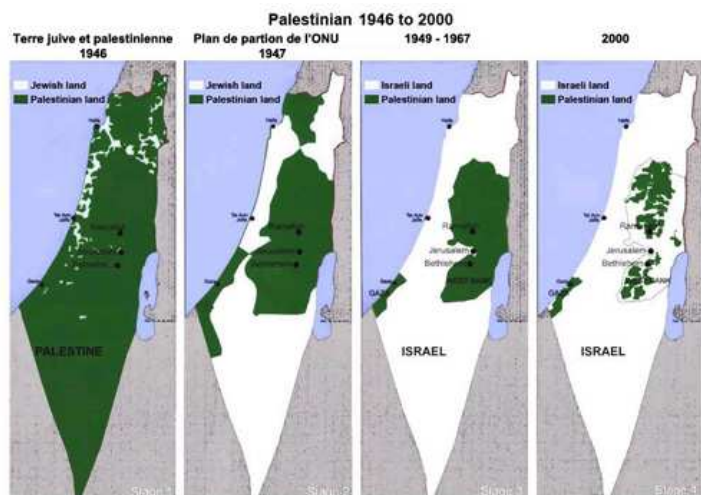
Donc le marché, dans le centre de la Vieille Ville, est réduit en taille. La partie du marché, où se trouvaient les magasins les mieux placés, a été fermée parce qu'il y a des colons qui vivent au-dessus. Cette partie du marché était connue comme le marché de l'or car des bijoutiers s'y trouvaient. Elle est aujourd'hui utilisée par les colons comme un déversoir de déchets. Maintenant dans les parties du marché ouvert il y a un treillis métallique lourd qui forme le toit du marché empêchant de grosses pierres et autres déchets jetés par les colons (parfois des grenades). Ce treillis métallique est certes efficace pour prévenir la chute de roches de 50 centimètres de diamètre, mais il est sans effet dans la prévention des fluides corrosifs et des autres déchets !



La plupart des portes métalliques des magasins ont été fermées et soudées afin d'empêcher l'entrée. Des habitants éjectés de leurs maisons sont interdits d'entrée chez eux. Ceux qui ont été autorisés à rester le long de la rue Shudada ne peuvent plus utiliser l'entrée de la rue et doivent entrer par la porte arrière, ou par les toits, ou dans certains cas par des trous découpés dans le mur pour permettre le passage.



Cette fermeture et des autres mesures de sécurité au centre ville ont produit une énorme perturbation dans la vie des palestiniens pour protéger une poignée de colons israéliens. Ces actions menées par l'armée et le gouvernement israélien démontrent un manque total de respect des droits des palestiniens. Une version plus draconienne encore de ces actions pourrait être une méthode plus radicale qui rendrait la vie si difficile aux Palestiniens qu'ils ne pourraient plus vivre dans cette ville. Ainsi les israéliens pourraient effacer de la région toute trace palestinienne. Le plan de l'ONU pour prendre la terre pour Israël en 1947, suivie par l'armée israélienne en prenant plus de terres dans les guerres de 1948 et 1967 et enfin l'expansion des colonies, comme indiqué sur les cartes de ces dates suggèrent que ce point de vue draconien est représentatif des intentions israéliennes.



Sharon et Bob

EAST BANI ZAID

Vendredi... 13 Septembre

Bani Zaïd est composé de deux villages Araru et Mazari Al Nolani (???) et compte environ 7000 âmes.

Il y a environ 1200 hectares.

Avant 2002, aucun producteur n'avait de problème. Les ennuis ont commencé en 2003 avec la vente des olives. Avant, les débouchés commerciaux étaient la Jordanie et après la deuxième intifada la région a souffert du blocus de Gaza qui était un débouché important.

Il a fallu se tourner vers le marché européen. Il a aussi fallu remonter le niveau de qualité de la production.

Ce fut le premier projet d'aide au développement où l'AFPS s'est très fortement investie et le reste.

2 ans ont été nécessaires pour une formation intensive et un changement radical de méthode de production.

Le résultat a été très vite positif. Mahmoud indique que les bonnes années, la récolte est entre 25 à 30.000 tonnes d'olives sur toute la Palestine. Sur la zone de Bani Zaid on est à environ 2.500 tonnes.

Peu à peu, les fermiers se sont associés pour produire et exporter. Cela n'a pas été facile, chacun pensant que ses olives, sa qualité étaient supérieures à celles des autres mais peu à peu, le prix de vente plus attractif a incité les agriculteurs à s'associer. Actuellement il y a 32 familles membres de la coopérative. Il reste encore 2 tonnes de la production de l'année précédente. La coopérative "Andines" créée en 1987 et, à l'origine d'une activité de commerce équitable, est associée au projet. Chaque année, elle achète à Bani Zaïd entre 10 et 15 tonnes.

Il existe aujourd'hui 4 coopératives de ce type, leur production est également bio. Elles sont encouragées à utiliser du compost afin de conserver le label "bio". C'est ici qu'est produit le compost et il est revendu à un prix raisonnable aux autres coopératives. Il est composé de déchets animaux et de restes d'olives et de déchets "verts".

L'intérêt du regroupement est, entre autre, l'achat d'un matériel commun comme par exemple, un pressoir. Les cuves de stockage de l'huile sont également communes (notamment celles du bâtiment que l'AFPS aide financièrement à construire)



Mahmoud remercie l'AFPS34 et le Conseil Général de l'Hérault pour l'aide apportée à la construction du bâtiment puis à l'installation du réseau électrique. Cependant, ils attendent encore la bonne volonté des entreprises locales qui tardent à cette installation.

L'intérêt du regroupement est, entre autre, l'achat d'un matériel commun comme par exemple, un pressoir. Les cuves de stockage de l'huile sont également communes (notamment celles du bâtiment que l'AFPS aide financièrement à construire)

Pour Bani Zaïd c'est une réussite importante parce qu'elle permet

l'indépendance de la coopérative. Un peu comme l'affirme justement le proverbe chinois "Si tu donnes un poisson à un homme, il mangera un jour. Si tu lui apprends à pêcher, il mangera toujours".

Il y a deux types d'huile ici, la "bio" et l'"extra vierge" qu'on ne peut taxer de bio car elle peut avoir des résidus qui ne le sont pas, le mode de cueillette est le même. L'huile bio a le même goût que l'huile non bio mais elle a l'avantage d'avoir été produite sans aucun composant chimique nocif.

Les deux productions sont séparées et chaque année il y a un contrôle strict. La terre, comme l'huile subit le contrôle.

Les périodes de cueillette : l'un entre le 5 et le 10 octobre puis entre le 10 et le 15.

Il y a une pression unique pour l'huile, les autres pressions concernent les produits dérivés, comme le savon. Bani Zaïd est, pour l'instant, préservée des colonies sauvages, mais Arara commence à être menacée. Nabi Saleh, très proche, est menacée par la colonie Halamish.

Pendant les deux ans de formation et d'aménagement pour une culture bio, seule de l'huile sous appellation extra vierge a été vendue. Il fallait améliorer la terre qui était destinée au bio.

Plus l'on produit, plus on exporte, et l'on obtient environ 1 dollar de différence par litre entre ce qui est destiné à la Palestine et ce qui est destiné au marché européen.

Les variations sont faibles pour l'Europe, mais plus importantes en Palestine.

Aujourd'hui, 90 à 95% de la production est destinée à l'étranger.

Les 2 tonnes et demi d'excédent de l'an dernier sont vendues à un prix plus faible.

Nous partons visiter le bâtiment en construction qui devrait contenir à l'étage des chambres d'hôtes pour les visiteurs et les bonnes volontés qui viendront de partout pour la cueillette.



En bas, il y a 8 citernes qui ont pu être acquises grâce à l'AFPS et au Consulat de France. Mahmoud est fier de nous préciser que ses olives sont mises dans des cageots aérés contrairement aux habitudes des fermiers qui les enferment dans des sacs plastiques où elles perdent de leur qualité. La presse se pratique quotidiennement; Dans le bâtiment encore aux trois quarts vides, il y aura de futures machines : Mahmoud espère que l'électricité sera vite installée car cela permettra que l'an prochain la production se réalise sur place. Un espace est prévu pour un futur ingénieur.

L'huile est mise en bouteilles par une ONG palestinienne d'importance mais quand tout sera installé et opérationnel, la coopérative compte se charger également de cette tâche.

L'huile réclame une température constante, il devrait donc y avoir l'air conditionné (entre 12 et 18°).

Nous montons au premier étage, Mahmoud nous explique avec précision et enthousiasme la destination de chaque pièce. C'est là que seront logés les bénévoles.

Nous retournons ensuite au bâtiment dans lequel nous avons pénétré en premier et y mangeons. Difficile de terminer, bien dommage pour nos hôtes. Un thé ou un café termine ce moment convivial... enfin, pas exactement, Mahmoud a prévu des surprises, un savon magnifiquement coloré pour chacun et des tableaux réalisés par son épouse pour l'association et le Conseil général de notre région. Moment émouvant et départ difficile.

Mahmoud nous accompagne jusqu'à Nabi Saleh où nous attendent les Tamimi.

Monique (encore)

BATTIR ET WADI FUKIN

A l'ouest de Bethléem (environ 5 km) et au sud ouest de Jérusalem existent deux communes proches : Battir et Wadi Foukin. La journée de samedi est libre, nous décidons donc d'un commun accord de l'occuper grâce à une excursion dans ces deux lieux importants, non par la taille, mais par leur activité.

Nous louons un bus qui nous emmène d'abord à Battir. Petite bourgade sous autorité palestinienne avec environ 4000 âmes. Battir est fort convoité par les colons.



BATTIR

Le village (sous autorité palestinienne) bénéficie d'un éco système unique que son entrée souhaitée au patrimoine mondiale de l'UNESCO protégera. Son système d'irrigation original couplé à un système de canaux de pierres transporte l'eau depuis les sources mêmes du village jusqu'aux plateaux cultivés en contrebas (essentiellement vigne, oliviers). Grâce à ce procédé, le village vit bien. Les terrasses agricoles que nous voyons sont vieilles de plus de quatre mille ans. D'où la nécessité de les préserver!

Cette protection permettra également d'éviter l'érection du mur de 700 km prévu aux portes de Battir. Le mur serait la mort de l'équilibre écologique de cette vallée. Les paysans seraient coupés de leurs terres, ne pourraient accéder à celles-ci sans un contrôle draconien bi quotidien. Ils demandent donc la révision du tracé originel.

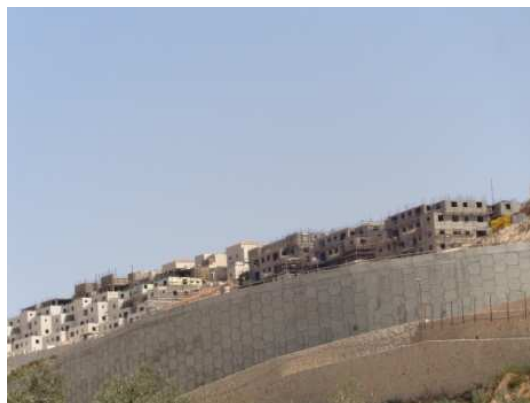
WADI FUKIN

Les sections AFPS du Grand Est soutiennent les habitants de Wadi Fukin afin que ceux-ci conservent leurs terres et l'eau nécessaire à leur entretien. L'occupation met des bâtons dans les roues des habitants de Wadi Fukin et de ceux qui leur viennent en aide.

Lors de notre visite, nous constatons que le mur est là, gris et haut comme partout, mais surtout que, derrière, de nouveaux bâtiments agrandissent la colonie déjà imposante.

Ce village possédait environ 1200 hectares de terres et 11 sources : la saisie d'une partie des terres par les israéliens ont réduit la superficie à, à peine, 260 hectares et il ne reste plus que 8 sources, elles aussi sont continuellement menacées par l'expansion de la colonie israélienne voisine !

De plus, les canaux noirs ou blancs partent des maisons déjà habitées et se terminent en contrebas sur les terres des paysans palestiniens. Les colons y déversent leurs



eaux usées ! On y trouve aussi une substance qui proviendrait d'une usine de la colonie de Beit Ilit.

Pour construire ces bâtiments, les colons ont fait exploser la montagne et ainsi tari déjà trois sources d'eau. Le goudronnage des rues rend le problème plus inquiétant encore puisqu'il empêche la circulation de l'eau de pluie dans la terre.

Ajoutons à cela la confiscation des terres de certains paysans par les gens des colonies, la pollution délibérée des colons qui souillent les bassins d'irrigation des paysans palestiniens (ceux-ci ont fini par mettre des barbelés au fond)



La lutte continue car ici, rien n'est décidé en haut lieu ni protégé par l'UNESCO.